



Déclaration Liminaire du Comité Social d'Administration Local du 22 septembre 2023

Comité Social d'Administration local

Ordre du jour :

- 1 – Approbation du PV des CSAL du 16 mars 2023 et du 19 juin 2023 (pour avis)
- 2 – Evolution de l'organigramme de la Direction au 1^{er} janvier 2024 (pour information)
- 3 – Point sur l'accueil téléphonique (pour information)
- 4 – Point sur le bilan des mouvements locaux (pour information)
- 5 – Tableau de bord de veille sociale (pour information)
- 6 – Présentation des résultats de l'observatoire interne 2023 (pour information)
- 7 – Présentation du règlement intérieur du centre de contact (pour information)
- 8 – Questions diverses

Alors que la rentrée des classes est quelquefois synonyme de bonnes résolutions, notre gouvernement continue sur le même cap : on avance, on n'écoute personne et surtout on occupe le débat afin de détourner l'attention.

On ne parle pas du manque de profs, des problèmes d'inscription dans les facs, des difficultés à trouver des solutions pour permettre aux élèves qui se retrouvent sans école, d'étudier, des étudiants plongeant dans la précarité, on discute chiffons.

On tente de se montrer écolos, tout en diabolisant les organisations qui la défendent, sans prendre de vraies mesures qui risqueraient de mécontenter de grands groupes industriels. Six des 9 limites planétaires sont dépassées et aucune annonce exceptionnelle de la part du gouvernement.

On évoque l'inflation, en se gargarisant de mesurette à court terme pour soutenir le pouvoir d'achat, sans regarder les difficultés des Françaises et des Français.

Ben oui, le gouvernement a mis en place un bouclier anti-inflation, maintenant on doit accepter sans broncher les augmentations annoncées sur l'énergie, le carburant, la taxe foncière, et les denrées alimentaires.

À nous de faire attention de maîtriser nos dépenses d'énergie, comme si on ne le faisait pas déjà.

Le carburant ? On invite les distributeurs à vendre à perte. Pour les grands groupes, pourtant gavés de dividendes, visiblement le message ne passe pas, mais pour les petits distributeurs, c'est évidemment impossible.

La taxe foncière ? Là, c'est de la faute des collectivités. Eh oui, elles ne subissent pas l'inflation, c'est bien connu. Elles n'ont pas à se plaindre de la disparition de la TH, elles perçoivent des compensations...bon d'accord, elles sont figées, mais elles n'ont qu'à chercher d'autres sources de financement. Ah OK, la TF, pas le choix.

Tiens au fait, où en est la taxation de la Taxe d'Urbanisme ?



L'alimentation, encore la faute des distributeurs, ils n'ont qu'à réduire leur marge.

Et si on parlait revalorisation des salaires ? l'État montre l'exemple, les fonctionnaires ont été augmentés. Et en plus, on leur verse une prime anti-inflation, de quoi se plaignent-ils ?

Tiens une piécette et tais-toi !

Et malgré tout ça, chaque politique pense à la prochaine présidentielle. Les loups aux dents de sabre et aux griffes acérées sortent du bois. Attention à eux, on a entendu parler d'un plan anti-loups. Ah non, celui-là sert à séduire les éleveurs. On réintroduit des loups et ensuite on les chasse.

On pense jeux olympiques, rien ne doit entraver Paris 2024. Cachez-moi ces bouquinistes que je ne saurai voir et délogez les étudiant·es!

On avait décalé la venue de Charles III, parce qu'il ne fallait pas non plus afficher trop de fastes alors que les Françaises et les Français manifestaient pour sauver leur retraite.

Ça y est maintenant, ils et elles ont avalé la pilule, on peut sortir la grande vaisselle, l'argenterie, les smokings et les robes longues, et en route pour Versailles.

On peut enfin évoquer les problèmes existentiels : impossible de porter des décorations sur un smoking, quelle galère ! C'est bête, les cuisines de l'Élysée sont en travaux, et Versailles ne peut contenir que 160 invité·es, encore une galère ! Pas facile de gouverner cette bande de gueux·ses !

La présentation des résultats de l'Observatoire interne 2023 met en avant le manque de motivation, le manque de valorisation et de reconnaissance du travail réalisé et enfin le stress qui augmente...

En 2022, le même constat ! Des plans d'action et quel constat ? On réitère, on prolonge ces mêmes plans d'action... Parce qu'ils ont fonctionné ?!

Ces résultats en berne, allez-vous en discuter, lors de votre tour du département spécial COM ?

Rappelons que la campagne GMBI a laissé des traces dans nombreux services et que la pression et le risque d'effondrement planent toujours avec un accueil s'accroissant.

Concernant le stress et les risques-psycho-sociaux, Solidaires Finances Publiques 62 a déposé une alerte fin juin et une autre en août sur un service particulier, nous attendons toujours que vous nous présentiez les mesures mises en œuvre.

Lors du CSA du 19 juin 2023 nous vous avons interrogé sur le nouveau fonctionnement des Comités Médicaux, que ce soit en termes de convocation des élu·es ou de récupération des dossiers médicaux pour défendre les agent·es.

Ce premier conseil médical a été compliqué à préparer en amont.

Nous avons constaté que pour obtenir les dossiers médicaux il fallait se rapprocher de la DREETS et non plus des RH locaux, et après de lourdes démarches pour qu'ils acceptent de nous donner accès aux dossiers à une date et un horaire imposés.

Solidaires Finances Publiques revendique un accès plus large à la consultation des dossiers.

Rappelons-nous que le comité médical impacte de façon importante la vie des agent·es et ne doit pas être pris à la légère.

Solidaires Finances Publiques vous a demandé d'ajouter à l'ordre du jour un point sur les mouvements locaux. Nous pouvons que nous réjouir que vous ayez accédé à notre demande



cependant il aurait été intéressant que ce point ait été inscrit à votre initiative.

Il apparaît tout de même que ce bilan semble incomplet, il s'agit certainement un oubli : pourquoi n'avons-nous toujours pas reçu le TAGERFIP au 1er septembre 2023 ! Pourquoi ne voyons-nous pas le motif des affectations d'office ? Pourquoi la raison qui vous a conduit à geler des postes n'est-elle pas indiquée ?

Solidaires Finances Publiques s'interroge également sur le choix du gel des postes qui semble parfois être décidé après l'exploitation des demandes des agent·es et avant la publication des mouvements.

Solidaires Finances Publiques n'a de cesse de vous interpeler sur la disparition des CAPL concernant les mouvements locaux, ce qui implique des réajustements après mouvement de certaines affectations sans publication rectificative.

Solidaires Finances Publiques vous a déjà alerté sur le manque de transparence qui implique forcément du stress, des inquiétudes et des interrogations des agent·es.

Nous pouvons vous rappeler votre réaction lorsque nous avons publié un GT sur le SDIF alors que vous ne souhaitiez pas en informer les collègues.

Vous nous aviez accusés de voleur et de lanceur d'alerte sans réelle raison.

Pourtant il y a quelques années, Monsieur le Président, vous prôniez la transparence, Solidaires Finances Publiques a compris depuis longtemps que votre transparence ne concernait ni une communication envers les OS ou envers les agent.es.

Où en est la création du SDIF ? les agent·es sont-ils heureux·euses de leur nouveau service ?

Lors de la démétropolisation plusieurs services devaient quitter la région parisienne pour s'installer en province à proximité de la gare.

Solidaires Finances Publiques vous avez interrogé sur l'installation du PNCD qui n'était pas proche de la gare et pas plus accessible PMR, mais réjouissons-nous les locaux disposent de toilettes handicapés.

Vous nous aviez indiqué que c'était provisoire que le bâtiment n'était pas encore sorti de terre mais qu'il le serait dans un avenir plus ou moins proche.

Nous apprenons maintenant que celui-ci sera transféré sur le site de Béthune, plus loin encore de la gare avec un parking déjà restreint.

Nous ne pouvons que constater que les actions relatives aux déménagements sont toujours trop rapides et surtout malheureusement plus rapides que les mesures en faveur de la sécurité des agent·es dont la mise en place devait être rapide.

En cette, rentrée, Monsieur le Président, allez-vous enfin écouter et entendre les représent·es du personnel.

